

LES ANNEXES

Sommaire :

LES ANNEXES	1
ANNEXE 1 : Fiche LEADER du Programme stratégique national (V1.1 du PSN – version non définitive).....	2
ANNEXE 2 : Fiche-Action type.....	10
ANNEXE 3 : Liste des grandes villes et villes moyennes de Bourgogne-Franche-Comté.....	13
ANNEXE 4 : Rôle du comité de programmation, du GAL et de la structure porteuse et informations sur la composition du comité de programmation.	14
ANNEXE 5 : Missions détaillées de la Région.....	16
ANNEXE 6 : Schéma sur la vie d'un dossier LEADER.....	19
ANNEXE 7 : Thématiques traitées par le programme opérationnel FEDER-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté et le programme opérationnel FEDER Interreg France-Suisse (sous réserve de modifications)	21
ANNEXE 8 : Thématiques traitées par les volets interrégionaux des programmes opérationnels couvrant une partie du territoire régional (sous réserve de modifications).....	23
ANNEXE 9 : Thématiques traitées par le programme opérationnel FEAMPA (sous réserve de modifications)	25
ANNEXE 10 : Modèle de maquette financière (modèle susceptible d'évoluer au cours de la phase de conventionnement)	26
ANNEXE 11 : Grille d'analyse des candidatures LEADER.....	27
ANNEXE 12 : Evaluation LEADER.....	28

ANNEXE 1 : Fiche LEADER du Programme stratégique national (v1.1 du PSN – version non définitive)

77.05 LEADER

4 Récapitulatif

Fonds	FEADER
Type d'intervention	Article 77 - Coopération
Pilote	Régional
Liste des régions concernées	AURA, BFC, BRE, COR, CVDL, GE, GUA, GUY, HDF, IDF, MAR, MAY, NAQ, NOR, OCC, PDL, REU, SUD
Description du champ territorial	En Nouvelle-Aquitaine, le développement local par les acteurs locaux sera mis en œuvre dans une approche multi-fonds.
Objectifs spécifiques ou objectif transversal	OS E - Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air OS H - Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable
Besoins	E.4 Agir pour l'économie circulaire H.1 Favoriser l'émergence et l'accompagnement des projets des territoires ruraux H.2 Cibler l'action publique sur des thématiques porteuses d'avenir H.4 Renforcer l'attractivité des zones rurales et des métiers agricoles et forestiers
Indicateur de réalisation	O.31 Nombre de stratégies de développement local (Leader) ou d'actions préparatoires bénéficiant d'une aide
Indicateurs de résultat	R.38 Couverture LEADER : Part de la population rurale couverte par les stratégies de développement local
Dépenses reportées du RDR3 (carried over)	Non, l'intervention ne contient pas de dépenses reportées
Contribution à l'allocation financière minimum	Environnement : non Jeunes agriculteurs : non LEADER : oui

5. Description de l'intervention ou des exigences qui lui sont applicables

Description

A travers cette nouvelle génération de programme LEADER, il s'agit d'impulser de nouvelles dynamiques résultant d'une stratégie de développement territorial intégré définie et mise en œuvre conjointement par un partenariat regroupant les acteurs publics et les acteurs privés locaux. LEADER s'entend comme le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) visé à l'article 31 du

règlement (UE) 2021/1060. Aussi, sera-t-il fait mention dans cette fiche intervention de LEADER/DLAL.

De par sa signification, LEADER - Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale – vise à conforter, amplifier ses effets positifs en termes de développement économique endogène, de développement de l'offre de services de base dans les zones rurales et leur accès ainsi que de valorisation du patrimoine naturel et culturel et de transition écologique, énergétique et numérique. LEADER/DLAL a vocation à créer de la valeur ajoutée notamment sur les thématiques porteuses d'avenir et ainsi à renforcer l'attractivité des zones rurales.

Pour ce faire, LEADER/DLAL a vocation, à travers son effet levier, à favoriser, dans ces domaines, les approches novatrices apportant une réelle valeur ajoutée, que ce soit en termes de méthode, de contenu ou de résultats.

En complément, la méthode LEADER/DLAL, se traduit par le renforcement des capacités d'ingénierie locale, la mutualisation des initiatives et la coopération avec d'autres acteurs territoriaux pour définir et mettre en œuvre de nouvelles solutions pour répondre à des problématiques communes.

Par conséquent, l'émergence et l'accompagnement des projets des territoires dans le déploiement de la stratégie de développement local au travers de LEADER/DLAL et la sélection des opérations se traduira, en premier lieu, par un renforcement de la gouvernance locale tant au niveau de l'animation territoriale que de l'implication des acteurs locaux, publics et privés ; la coopération et la solidarité entre les acteurs et territoires s'en trouveront favorisées.

Une complémentarité sera recherchée entre la démarche LEADER/DLAL et les politiques régionales qui contribuent au développement économique et à l'aménagement équilibré des territoires mais également avec les politiques locales. Celle-ci garantit une cohérence et une efficacité renforcées des politiques et des moyens financiers à destination des territoires ruraux et périurbains. D'autant que le périmètre d'intervention de LEADER/DLAL sera défini et analysé en tenant compte de l'organisation et des dynamiques territoriales existantes. Par ailleurs, au regard de l'organisation administrative de certains territoires, une coordination entre Régions limitrophes sera assurée afin de garantir une cohérence dans la définition des territoires éligibles à l'appel à candidatures.

Pour atteindre cet objectif de complémentarité, lors de la phase de sélection des stratégies de développement local une attention particulière sera donnée à la cohérence du plan d'action tant en interne à la structure candidate que par rapport aux autres dispositifs de développement existant dans le territoire organisé, et plus particulièrement, à la viabilité du plan de financement devant mettre en exergue les financements publics mobilisables.

Un autre volet de cette approche territoriale intégrée résidera dans la complémentarité avec l'intervention des autres fonds européens ; elle sera assurée à travers les lignes de partage définies dans les programmes des fonds européens structurels et d'investissement ainsi que dans les orientations régionales encadrant la mise en œuvre de LEADER/DLAL ; elles seront précisées dans les stratégies de développement local.

Dans le cas où un DLAL multifonds serait mis en place, il pourra être fait usage des options prévues sous l'article 31 (3) et (4) du règlement (UE) 2021/1060 portant dispositions communes. Les autorités

régionales optant pour cet outil, préciseront dans leur (s) appel(s) à candidatures, le cas échéant, le Fonds chef de file qui couvrira les frais de préparation et d'animation des stratégies.

Ainsi, par une stratégie de développement territorial intégré se traduisant par des approches novatrices, des projets innovants, une gouvernance locale et la complémentarité avec les politiques publiques, LEADER/DLAL contribue à relever les défis liés aux transitions (économique, sociale, démographique, écologique et numérique) qui impactent directement les territoires ruraux et périurbains et pour lesquels il convient de soutenir le développement de réponses qui existent en leur sein.

Etapes du programme LEADER/DLAL :

A titre liminaire, LEADER est une méthode participative que l'Union Européenne a retenue pour mettre en œuvre sa politique de développement rural. A ce titre, des groupes d'action locale bénéficient d'un soutien financier pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer leurs stratégies locales de développement. Par conséquent, les conditions d'admissibilité seront définies in fine dans les stratégies locales de développement dans le respect du cadrage communautaire, national et régional.

1- Sélection des candidatures des stratégies de développement local LEADER/DLAL

Pour atteindre les objectifs stratégiques mentionnés et ainsi répondre aux besoins identifiés dans le diagnostic, les appels à candidatures définis et lancés par les autorités de gestion régionales préciseront la procédure, transparente et non discriminatoire, de sélection des stratégies LEADER/DLAL ainsi que les étapes conduisant à la mise en œuvre des missions devant être assurées par les GAL conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (article 31 et suivant du règlement (UE) 2021/1060). Chaque autorité de gestion régionale mettra en place un comité chargé de procéder à la sélection et à l'approbation des stratégies retenues selon les modalités précisées dans l'appel à candidatures. A l'issue de cette phase de sélection, chaque GAL retenu disposera d'une enveloppe spécifique destinée à mettre en œuvre sa stratégie de développement local.

A travers l'appel à candidatures mentionné, chaque autorité de gestion régionale veillera à ce que la stratégie de développement local soit axée sur des zones infrarégionales spécifiques, dirigée par un GAL composé de représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux dans lesquels la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt particulier, mise en œuvre à travers des stratégies de développement territorial intégré et soit propice au travail en réseau, aux innovations dans le contexte local ainsi qu'à la coopération avec d'autres acteurs.

Pour ce faire, et conformément aux articles 31 et 32 du règlement (UE) n°2021/1060 portant dispositions communes, les autorités régionales veilleront à ce que chaque stratégie contienne les éléments suivants :

- une indication de la zone géographique infrarégionale et de la population concernées par cette stratégie ;
- une description du processus de participation des acteurs locaux à l'élaboration de cette stratégie ;
- une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone ;

- une présentation des objectifs de cette stratégie, avec des valeurs cibles mesurables pour les résultats, et des actions correspondantes envisagées ;
- un exposé des dispositions prises en matière de gestion, de suivi et d'évaluation attestant la capacité du groupe d'action locale à mettre en œuvre cette stratégie ;
- un plan financier prévisionnel, précisant notamment la dotation prévue par chacun des Fonds et les programmes concernés.

Ces critères seront repris et précisés dans les appels à candidatures lancés par les autorités de gestion régionales.

2 – Soutien aux actions préparatoires à l'élaboration et à la mise en œuvre future des stratégies de développement local LEADER/DLAL

Pourront être soutenus les actions préparatoires à l'élaboration et à la mise en œuvre future des stratégies de développement local. Les opérations se rapportant au soutien préparatoire mentionné seront éligibles que la stratégie soit sélectionnée en vue d'un financement, ou non.

Chaque autorité de gestion régionale précisera dans son appel à candidatures ou dans un appel à manifestation d'intérêt préalable les conditions d'admissibilité inhérentes à ce soutien. Seront soutenus les coûts directs et indirects liés à l'élaboration d'une stratégie de développement local LEADER/DLAL.

3– Mise en œuvre des stratégies de développement local (LEADER/DLAL)

A l'issue de la phase de sélection, une convention entre l'autorité régionale et la structure porteuse du GAL précisera notamment :

- le territoire éligible retenu,
- les obligations respectives des différentes parties,
- la stratégie de développement local du GAL et le plan d'action correspondant décliné en fiches-actions,
- le plan financier prévisionnel comprenant notamment le montant de la dotation du FEADER, ou, en cas de stratégie multifonds, de chaque Fonds,
- et les dispositions et la répartition des tâches de fonctionnement, de gestion de contrôle et de suivi.

Cette convention indiquera également les modalités de suivi du respect des obligations liées à la stratégie, au rôle, aux engagements et au fonctionnement du GAL.

Afin de respecter le principe communautaire de la démarche ascendante de LEADER/DLAL, les conditions d'admissibilité des opérations seront définies, dans le respect du cadre réglementaire, dans les documents de mise en œuvre des stratégies des GAL. Pourront être soutenus :

- la mise en œuvre des opérations y compris les activités de coopération et leur préparation, sélectionnées dans le cadre de la stratégie de développement local ;
- l'animation, la gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie dans la limite de 25% du montant total de la contribution publique à la stratégie.

Sur la base du cadre posé par l'autorité de gestion régionale, les fiches actions déclinant la stratégie LEADER/DLAL du GAL préciseront, le cas échéant, les taux d'aide applicables, les planchers et plafonds d'aide publique ou de dépenses éligibles.

Bénéficiaires éligibles

A – Dans le cadre du soutien préparatoire :

- Structure candidate pour mettre en œuvre une stratégie LEADER/DLAL

B – Dans le cadre de la mise en œuvre :

- Structure porteuse d'une stratégie LEADER/DLAL ;
- Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL

Types de soutien éligible

HSIGC

Critères d'éligibilité spécifiques

6. Identification des lignes de base (ERMG / BCAE) et démonstration des modalités permettant de garantir que les engagements vont au-delà des exigences minimales obligatoires

Liste des BCAE

Néant

Liste des ERMG

Néant

Autres exigences obligatoires pertinentes établies par le droit national

Néant

Lien entre l'intervention et les BCAE, ERMG et les autres exigences obligatoires pertinentes établies par le droit national

Néant

7. Forme de l'aide

Forme de soutien	Subvention
Type de paiement	a. Remboursement des coûts éligibles réellement engagés par le bénéficiaire b. Cout unitaire c. Forfait d. Taux forfaitaire
Base de calcul des Options de Coûts Simplifiés (b, c ou d)	Chaque stratégie locale de développement devra comporter dans son plan d'action, conventionné avec l'autorité de gestion régionale : - Pour chaque option simplifiée en matière de coûts, le moyen employé pour la définir, y compris la référence de la méthode de

	calcul utilisée le cas échéant.
Niveau(x) de soutien et leur(s) justification(s)	Le taux maximum d'aide publique pour LEADER est de 100%, conformément aux articles 77 et 73 du règlement sur les plans stratégiques PAC.
Informations supplémentaires	Conformément à l'article 44 du règlement horizontal PAC, des avances pourront être versées.

8. Aides d'Etat

Cette intervention n'entre pas dans le champ d'application de l'article 42 du TFUE et est soumise à des régimes d'aides d'Etat	Approche mixte (oui pour certaines opérations, non pour d'autres)
Si oui ou approche mixte : explication obligatoire	La diversité des opérations soutenues dans LEADER entraîne une égale diversité d'approche relative aux aides d'Etat : selon le cas, l'aide est soit du ressort de l'article 42 du TFUE, soit soumise à un régime d'aides d'Etat, soit n'est pas une aide d'Etat.
Type de régime d'aide d'Etat	Notification (SA.43783 et SA.45285, prolongés par SA.59142) Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) Règlement sectoriel d'exemption (ABER) De minimis
Notification des Régimes d'Aides d'Etat	Montant FEADER (€) : Montant du cofinancement national (€) : Top up (€) :

9. Informations spécifiques à renseigner pour certaines interventions

Uniquement pour LEADER

Décrire la valeur ajoutée de la mise en oeuvre de l'approche LEADER pour le développement rural.	<p>L'approche LEADER a vocation, à travers son effet levier, à favoriser, dans le domaine du développement rural, les approches novatrices apportant une réelle valeur ajoutée, que ce soit en termes de méthode, de contenu ou de résultats pour expérimenter, mettre en place des solutions locales pour répondre aux défis des territoires ruraux.</p> <p>Renforcement de la gouvernance locale à travers notamment des approches collaboratives et participatives, l'animation du territoire par le GAL contribue à l'émulation collective, la mutualisation des initiatives, la coopération et la mise en réseau.</p>
Décrire comment l'approche LEADER sera prise en compte dans le nouveau modèle de mise en oeuvre (performance).	<p>Comme expliqué dans la description de l'intervention, le processus de sélection des stratégies LEADER/DLAL permettra de garantir la prise en compte des principes fondamentaux de LEADER dans les territoires.</p> <p>Dans le cadre du nouveau modèle de performance, LEADER dispose d'indicateurs spécifiques auxquels l'intervention est rattachée,</p>

	<p>même si en pratique les SLD pourront contribuer à d'autres OS et d'autres thématiques.</p> <p>Une fois les SLD sélectionnées, il sera étudié l'opportunité de comptabiliser la contribution de l'intervention à d'autres indicateurs de résultats.</p>
Est-il prévu que d'autres fonds participent à la mise en œuvre de LEADER ?	<p>Oui en Nouvelle-Aquitaine</p> <p>Non dans les autres régions</p>
Si oui, préciser lesquels, et décrire comment la coordination entre ces Fonds sera organisée.	<p>La Région Nouvelle-Aquitaine met en place une démarche territoriale multi-fonds pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens 2021-2027.</p> <p>Cette approche territoriale multi-fonds regroupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le programme LEADER, intégré à l'objectif H du Programme Stratégique National de la Politique Agricole Commune 2023-2027 : « Promouvoir l'emploi, la croissance et l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bio économie et la sylviculture » ; - l'Objectif Stratégique 5 du programme FEDER FSE+ 2021-2027 Nouvelle-Aquitaine : « Une Nouvelle-Aquitaine qui accompagne ses territoires pour répondre à leurs défis économiques, sociaux, et environnementaux » (hors son volet 5.2.4 Soutien aux dynamiques d'innovation et reconversion territoriales du massif Pyrénéen, qui fait l'objet d'une mise en œuvre spécifique), - le programme DLAL (Développement Local mené par les Acteurs Locaux), Objectif Spécifique 3.1 intégré à la Priorité 3 du Programme National FEAMPA 2021-2027 : « Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement des communautés de pêche et d'aquaculture ». <p>Cette approche est mise en œuvre selon les modalités du point 3 de l'article 31 du règlement (UE) 2021/1060.</p> <p>Dans ce cadre, c'est le programme LEADER qui a été choisi par l'autorité de gestion pour financer tous les coûts de préparation, de gestion et d'animation relatifs aux stratégies de développement local des GAL (hormis pour Bordeaux métropole qui pourra mobiliser l'OS5.1 FEDER).</p> <p>Cependant, la Région Nouvelle-Aquitaine n'a pas identifié de fonds chef de file pour la mise en œuvre de la stratégie.</p>
Est ce que l'option du fonds principal sera utilisée ?	<p>Oui pour l'ingénierie : FEADER comme Fonds chef de file</p> <p>Non pour la mise en œuvre de la stratégie.</p>

10. Exigences OMC

Choix du paragraphe approprié de l'Annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture	2
Justification pour l'ensemble des interventions (sauf art. 70-72-76)	L'aide ne peut être attribuée que pour la réalisation d'une opération.
Justification pour les interventions article 70 et 72	Justification apportée dans la partie 5.3.7 du PSN
Justification pour les interventions article 76	

11. Taux de co-financement FEADER

Se reporter à la partie 4.7.4 du PSN

12. Description du montant unitaire

Se reporter au plan financier du PSN

Justification du MUP	
-----------------------------	--

13. Planification du montant unitaire

Se reporter au plan financier du PSN

ANNEXE 2 : Fiche-Action type

Fiche-action n°X (numérotation de 1 à 6) :

Nota Bene : cette trame de Fiche-action et les consignes de complétudes incluses pourront être adaptées/complétées au plus tard pour le conventionnement et selon les préconisations du niveau national. En cas de besoin, un groupe de travail GAL/Région pourra aussi être mis en place pour préciser cette trame.

LEADER 2023-2027	GAL ...	
ACTION	N°X	Intitulé :
<p>Pour la fiche-action relative aux projets hors coopération, veuillez indiquer : Mise en œuvre des opérations hors coopération.</p> <p>Pour la fiche-action relative aux projets de coopération, veuillez indiquer : coopération.</p> <p>Pour la fiche-action relative aux frais de fonctionnement du GAL, veuillez indiquer : l'animation, la gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie.</p>		
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
Cette section doit permettre de faire le lien entre la stratégie et les types d'actions financées.		
2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS		
<p>Présenter les types d'actions soutenues. Ces types d'actions peuvent être déclinées en sous-action qui devront toutefois être limitées.</p> <p>Cette section doit être décrite de manière suffisamment claire pour permettre au moment de la mise en œuvre du programme LEADER, de définir l'éligibilité d'un projet à la fiche-action.</p>		
3. TYPE DE SOUTIEN		
Subvention (section ne pouvant être modifiée)		
4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS		

Ce travail de croisement entre LEADER et les autres fonds européens est à effectuer par le GAL. En effet, une même dépense ne peut pas être financée par plusieurs fonds européens (cf partie 6 de l'appel à candidatures LEADER et annexes 8, 9 et 10).

5. COUTS ADMISSIBLES

Dans cette rubrique citer uniquement les types d'action éligibles, sans citer les types de dépenses (ex : maison de santé. Ne pas citer travaux, maîtrise d'œuvre...).

Les options de coûts simplifiés (forfait pour certains types de projets/dépenses) mises en place par l'Autorité de Gestion seront automatiquement utilisées.

Les dépenses suivantes sont inéligibles (pour des fins de simplification et de sécurisation des dossiers) : crédit-bail, TVA, montages en VEFA, baux emphytéotiques, bénévolat, travaux en régie, auto-construction, matériel d'occasion, contributions en nature.

Le GAL peut ajouter des dépenses inéligibles le cas échéant.

6. BENEFICIAIRES

Liste de bénéficiaires non exhaustive :

Collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics, associations de droit privé, groupements d'intérêt public, associations de droit public, chambres consulaires, agriculteurs, groupements d'agriculteurs, structures coopératives, entreprises, petites entreprises au sens communautaire, PME au sens communautaire, grandes entreprises au sens communautaire, groupements d'entreprises, organismes de formation des secteurs agricoles et forestiers, établissements publics des secteurs agricoles et forestiers, groupements d'agriculteurs et de forestiers, syndicats professionnels ou interprofessionnels, Offices de tourisme, PETR, structure porteuse du GAL, syndicats mixtes, micro-entreprises au sens communautaire, fondations, établissements privés d'enseignement, chambres consulaires, particuliers, sociétés d'économie mixte,

Il est attendu du GAL que soit repris la même terminologie que celle mentionnée ci-dessous.

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

Cette rubrique vise à permettre au GAL d'ajouter des conditions d'éligibilité supplémentaires qui seront vérifiées à l'instruction de la demande d'aide.

Il est à noter que des pièces probantes seront nécessaires à l'instruction pour justifier que ces conditions sont respectées (chaque critère implique la demande de pièces et/ou d'informations au porteur de projet).

Afin de ne pas complexifier les dossiers, il est conseillé aux GAL de limiter le nombre de critères, et de s'assurer qu'ils soient objectifs (factuels) et vérifiables.

Il est déconseillé d'indiquer comme critère l'obtention d'un avis favorable d'une instance ou d'une

structure, qui est souvent interprétable et long à obtenir.

Les projets présentant un plan de financement amenant à un calcul d'équivalent subvention brut (ESB) sont inéligibles (ex : Prêts bonifiés, avances remboursables...). La Région attire la vigilance sur certaines aides économiques qui sont susceptibles de mobiliser des cofinancements avec avances remboursables et/ou prêt bonifié.

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action feront l'objet de critères définis par le comité de programmation.

Cette section est non modifiable. En effet, dans un objectif de simplification, les critères de sélection ne seront pas définis dans la convention afin de ne pas être amené à faire un avenant à la convention au moment des éventuelles modifications de critères de sélection.

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximal d'aides publiques : 100%.

Au regard des informations connues à ce jour et relatives à la mise en œuvre des prochains programmes LEADER, les taux d'aides publiques sera entendu comme étant un maximum. Il ne sera donc pas fixe comme sur la programmation 2014-2022.

Taux fixe de cofinancement FEADER : 80% de la dépense publique nationale

Il est fortement déconseillé de mettre des plafonds par dépense.

Il est possible de mettre un plafond par dossier.

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE ACTION - INDICATEURS

Indiquer les indicateurs mobilisés par le GAL pour évaluer son programme ainsi que les valeurs cibles correspondantes.

ANNEXE 3 : Liste des grandes villes et villes moyennes de Bourgogne-Franche-Comté

Nom	Code INSEE	EPCI	code siren EPCI	Population municipale 2018 (en nombre d'habitants)
Grandes villes (> 80 000 habitants) :				
Dijon	21231	Dijon Métropole	242100410	156 854
Besançon	25056	CU Grand Besançon Métropole	242500361	116 775
Villes moyennes (entre 15 000 et 80 000 habitants) :				
Belfort	90010	CA du Grand Belfort	200069052	46 954
Chalon-sur-Saône	71076	CA du Grand Chalon	247100589	44 810
Auxerre	89024	CA de l'Auxerrois	200067114	34 764
Mâcon	71270	CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	200070308	33 810
Montceau-Les-Mines	71306	CU le Creusot Montceau-Les-Mines	247100290	17 897
Nevers	58194	CA de Nevers	245804406	33 279
Sens	89387	CA du Grand Sénonais	248900334	26 586
Montbéliard	25388	CA du Pays de Montbéliard Agglomération	200065647	25 809
Pontarlier	25462	CC du Grand Pontarlier	242500338	17 393
Dole	39198	CA du Grand Dole	200010650	23 770
Lons-le-Saunier	39300	CA Espace Communautaire Lons Agglomération	200071116	17 320
Le Creusot	71153	CU le Creusot Montceau-Les-Mines	247100290	21 491
Beaune	21054	CA Beaune Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny	200006682	20 711

ANNEXE 4 : Rôle du comité de programmation, du GAL et de la structure porteuse et informations sur la composition du comité de programmation.

Comité de programmation

Il est composé de 50% de membres privés et de 50% de membres publics.

Le comité de programmation est l'organe décisionnel du GAL. Il désigne un Président du comité de programmation du GAL.

Le Comité de programmation doit notamment :

- avoir l'initiative des propositions de programmation des projets LEADER ;
- être un relai local des principes et du fonctionnement de LEADER ;
- élaborer une procédure de sélection transparente (portée à la connaissance des demandeurs d'aide) et non discriminatoire et des critères de sélection des opérations en amont de la sélection des opérations ;
- garantir lors du vote des opérations présentées l'absence de conflits d'intérêt ;
- assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs et valeurs cibles de la stratégie ;
- se voir présenter les avis techniques recueillis par le GAL sur les projets à financer au titre de LEADER et statuer sur chacun des projets (programmation, report ou rejet) ;
- évaluer périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques de l'intervention et préparer les éléments nécessaires à une évaluation du programme ;
- établir et acter les propositions de modifications de la maquette financière ou du plan de développement / stratégie ;
- examiner les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour les différentes fiches-actions, ainsi que l'évaluation à mi-parcours ;
- examiner le suivi financier du programme.

Président du GAL

Le rôle du Président du GAL, en tant que président du Comité de programmation, est d'animer le Comité de programmation, de veiller au respect du règlement intérieur du comité de programmation, signer le cas échéant s'il en a délégation, les invitations et les comptes rendus.

Structure porteuse du GAL

Le président de la structure porteuse du GAL est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au GAL. Il peut déléguer sa signature au président du GAL pour tout ou partie de ces actes.

Informations quant à la définition Collège Public – Collège Privé dans le comité de programmation du GAL

Afin de désigner un membre du collège public ou du collège privé, la démarche est la suivante : Analyser le statut de la structure, regarder si elle a une mission de service public et regarder quel public représente la personne présente (selon s'il s'agit d'un salarié ou d'un élu qui est présent en comité, l'appartenance au collège peut être différente).

-concernant les agents/salariés/équipe technique :

S'ils sont issus d'un EPA ou EPIC/ d'un organisme sous tutelle administrative = collège public

S'ils sont issus d'une entreprise publique locale (type SEM ou société publique locale (SPL)= sociétés anonymes régies par le code du commerce) = collège privé

-concernant les organes décisionnels :

Pour les SEM : conseil d'administration mixte (élus et autres administrateurs privés) = au cas par cas : si la personne siège en tant qu'élu de collectivité = collège public ; si la personne siège en tant qu'administrateur privé = collège privé

Pour les SPL : conseil d'administration exclusivement public = administrateurs à inscrire dans le collège public

Pour les structures sous tutelle administrative (EPIC/EPA type chambres consulaires/CAF/MSA) = les membres de l'assemblée décisionnelle sont représentants des acteurs du secteur privé = collège privé

-Exemple d'analyse pour une association :

Pour le CAUE, il est nécessaire de regarder qui le ou la participant(e) au comité représente. Même si le CAUE est une association, quand la présidente participe au comité de programmation, elle fait référence à une mission de service public qui lui est confiée (la qualité architecturale du bâti). Par contre si un membre du conseil d'administration participe au comité de programmation, il faut se questionner car il peut représenter une profession en particulier ou bien les collectivités.

ANNEXE 5 : Missions détaillées de la Région

A. Missions de l'Autorité de Gestion (AG)

La Région en tant qu'autorité de gestion veille en particulier :

- à ce qu'il existe un système d'enregistrement électronique sécurisé permettant de conserver, de gérer et de fournir les informations statistiques sur le plan et sa mise en œuvre, qui sont nécessaires aux fins du suivi et de l'évaluation, et notamment les informations requises pour surveiller les progrès accomplis au regard des objectifs et valeurs cibles définis;
- à ce que les bénéficiaires et les autres organismes participant à la mise en œuvre des interventions soient informés de leurs obligations résultant de l'octroi de l'aide et connaissent les exigences concernant la transmission des données à l'autorité de gestion et l'enregistrement des réalisations et des résultats;
- à ce que le plan d'évaluation soit en place, à ce que l'évaluation ex post soit réalisée dans les délais prévus ;
- à ce que le comité de suivi se voie fournir les informations et documents nécessaires au suivi de la mise en œuvre du plan stratégique relevant de la PAC à la lumière de ses objectifs spécifiques et priorités;
- à ce que les mesures nécessaires soient prises pour donner suite aux observations formulées par le Commission sur les rapports annuels de performance;
- à ce que l'organisme payeur reçoive toutes les informations nécessaires avant que les paiements ne soient autorisés;
- à ce que les bénéficiaires d'interventions financées par le Feader, à l'exception des interventions liées à la surface et aux animaux, fassent mention du soutien financier reçu ;
- à ce que la publicité du plan stratégique relevant de la PAC soit assurée.

B. Missions du service instructeur (SI)

Accompagnement : réponses aux questions techniques et aux questions de procédures, points réguliers et suivis de l'avancée dans le traitement des dossiers, sensibilisation et vulgarisation des procédures.

Instruction des demandes d'aide :

- Complétude de la demande d'aide (pièces listées au formulaire, pièces de marché et toute pièce permettant la compréhension ou la justification d'un élément du dossier)
- Instruction réglementaire : *l'instruction réglementaire sous-entend la vérification et le traçage des points suivants* :

-le lien du projet avec la fiche action et avec les dépenses présentées (l'éligibilité des dépenses, du porteur de projet, réponse aux exigences de la fiche action),

-le lien de cohérence fait entre les dépenses présentées et le projet (nature, calendrier, ...)

-le contrôle de l'incitativité (dépôt du dossier avant début de projet), de l'éligibilité temporelle (dépôt du dossier avant la fin de projet et dans le calendrier du programme) et géographique,

-l'analyse du coût raisonnable des dépenses présentées (et éventuel retrait de dépenses de la dépense éligible),

-les analyses OQDP (Organismes Qualifiés de Droit Public) (induit parfois d'imposer à des associations d'appliquer une procédure de commande publique),

-le contrôle des procédures de marchés publics et éventuelles applications de sanctions (réduction de la dépense éligible ou refus de financement),
 -l'application des régimes d'aides d'état (éventuel refus de financement),
 -la vérification des contrôles croisés (contrôle visant à ne pas sur financer le projet ou ne pas double financer avec d'autres fonds européens),
 -la formalisation des plans de financements (recherche et traçage des dépenses communes du FEADER avec les cofinanceurs, application de plafonds de dépenses éligibles, du Taux d'aides publiques, du taux de cofinancement... + application de la loi NOTRe/MAPTAM, du décret d'éligibilité des dépenses, pénalités M Publics, éventuelles proratisations, recettes...)

- o Saisie dans l'outil informatique de l'ensemble du processus (demande, porteur, complétude, instruction, décision, engagement juridique)
- o Après programmation, rédaction (ou relecture) et signature de la décision juridique (DJ) en cas d'octroi de l'aide ou décision de refus ;
- o Suivi-pilotage de la maquette (mis à jour du stock, avancement du traitement de chaque dossier, date de programmation, dates de DJ, montants programmés, aides publiques dans le Plan de financement...)

Instruction des demandes de paiement :

- o Complétude de la demande de paiement (pièces listées au formulaire)
- o Instruction réglementaire et traçage : *l'instruction réglementaire sous-entend notamment la vérification des factures (objet, temporalité, lien avec le projet, saisie récapitulatif...), vérification des versements des cofinanceurs, vérification de la conformité avec la décision juridique, vérification de la publicité et de la visite sur place, contrôle des marchés publics (si ce n'est pas fait à la demande d'aide), Contrôle de Service Fait (=ensemble de points de contrôles à vérifier), calcul de l'aide à payer et si le projet a évolué l'ensemble des points de la demande d'aide sont à traiter de nouveau ;*
- o Saisie dans l'outil informatique de l'ensemble du processus
- o Saisie des éventuels désengagements de crédits
- o Relance des porteurs de projets n'ayant pas encore envoyé leur demande de paiement quand l'échéance mentionnée dans la décision juridique est proche (3 mois avant) afin de ne pas pénaliser le porteur
- o Réponse aux sollicitations ASP suite au contrôle avant paiement

ALERTE :

Le traitement de la demande de paiement induit une nouvelle instruction de cette demande afin de vérifier la conformité des pièces avec la demande d'aide. Le paiement a lieu après paiement des autres cofinanceurs.

Au regard des programmations passées, il existe un délai incompressible dans l'instruction des demandes d'aide et de paiement (parfois plusieurs mois).

Réponses aux contrôles externes de l'ASP et de l'organisme de certification des comptes (CCCOP) : vérification rapide des dossiers sélectionnés et envoi à l'ASP ; réponse aux constats des contrôleurs (argumentaires, recherches juridiques et historique des procédures, suivi à faire) ; réponses aux sollicitations de l'ASP.

Contrôles internes : supervision (contrôle de quelques point d'instruction d'un dossier) et reperformance (réinstruction totale du dossier) d'un quota minimum de dossiers ; organisation d'actions pédagogiques pour faire progresser les instructeurs suite aux contrôles ; participation aux réunions « contrôles internes » de la Région ; plan de contrôle à rédiger (quota estimatif de contrôles prévus pour l'année) et bilan du réalisé (avec justification) en fin d'année ; traçage (quantitatif et qualitatif) et suivi de l'exercice.

Suivi des demandes d'aide : Etat des stocks, de l'avancée de chaque dossier (date d'arrivée, montant demandé ...), des maquettes et de la consommation par Fiches Action, consommation par GAL, suivi des engagements et des envois des décisions juridiques, dates des échéances de décisions juridiques...

Suivi des demandes de paiement : suivi des paiements (stock, avancée de chaque dossier, envoi ASP, blocages...), suivi des caducités des décisions juridiques, réalisation et suivi de Visites Sur Place (VSP), désengagements de crédits....

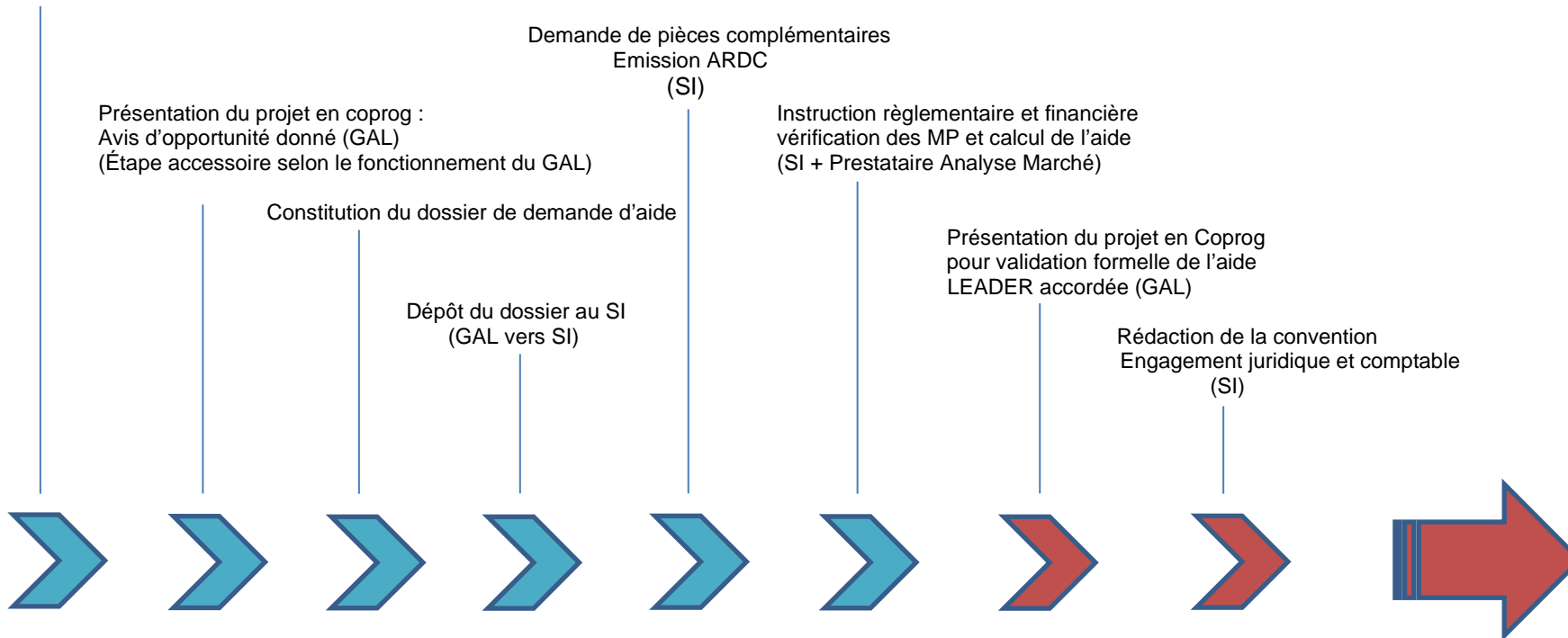
Suivis annexes et globaux : suivi des quotas sur villes moyennes, des avenants à la convention des GAL

Réinstructions des Demandes d'aides ou demandes de paiement : si changements dans le projet après émission de la décision juridique

ANNEXE 6 : Schéma sur la vie d'un dossier LEADER

DEMANDE D'AIDE

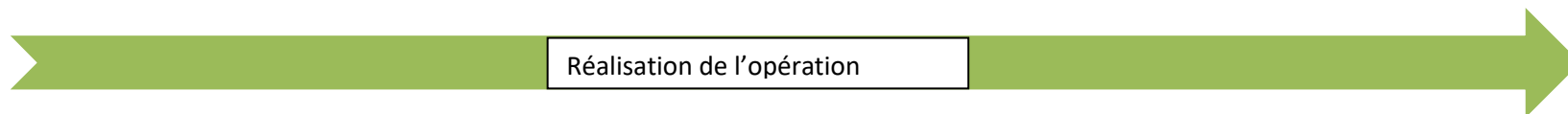
Premier contact PP/GAL
Descriptif du projet



Phase d'instruction
Phase de décision

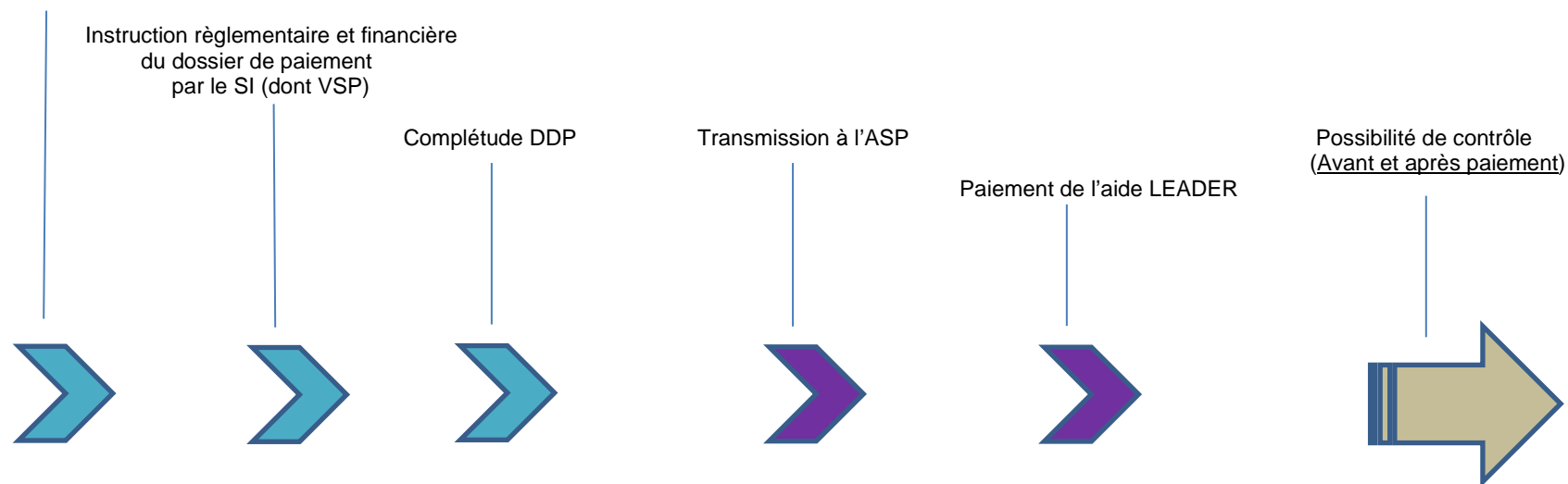
PP : porteur de projet
MP : marché public
SI : service instructeur
ARDC : accusé réception dossier complet
Coprog : Comité de Programmation

REALISATION DE L'OPERATION



DEMANDE DE PAIEMENT

Constitution d'une demande de paiement
(PP/GAL)



Phase d'instruction
Phase de paiement
Phase de contrôle

DDP : demande de paiement
VSP : visite sur place
ASP : Agence service paiements

ANNEXE 7 : Thématiques traitées par le programme opérationnel FEDER-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté et le programme opérationnel FEDER Interreg France-Suisse (sous réserve de modifications)

Programme opérationnel FEDER-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté

OS 1.1 : recherche et innovation

- Projets de recherche collaboratifs publics/privés ou publics/publics dans les domaines de la RIS3
- Structuration de la recherche en lien avec RIS3 (infrastructures de recherche)
- Projets innovants portés par les entreprises

OS 1.2 : numérisation pour citoyens, entreprises et pouvoirs publics

- Projets e-care (e-santé et télémédecine)
- Projets e-gouvernement (e-administration et e-citoyen)
- Transformation numérique des entreprises
- Projets e-mobilité
- Projets e-formation, e-orientation et e-apprentissage
- Projets e-tourisme et e-culture

OS 1.3 : croissance et compétitivité des PME

- Investissements stratégiques des PME
- Financement par abondement et mise en œuvre d'instruments financiers, pour les PME

OS 2.1 : efficacité énergétique

- Projets visant à améliorer l'intensité énergétique (rénovation de bâtiments BBC et amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et des processus de production des entreprises)
- Projets de bâtiments démonstrateurs/exemplaires

OS 2.2 : énergies renouvelables

- Soutenir les investissements dans les équipements de production d'énergies renouvelables
- Soutenir les investissements dans les équipements de conversion de vecteurs énergétiques et de stockage
- Accompagnement et animation de projets en faveur des énergies renouvelables

OS 2.7 : biodiversité

- Projets visant à préserver et reconquérir la biodiversité

- Accompagner l'animation et l'ingénierie des grands projets de sauvegarde de la biodiversité (corridors et réservoirs des trames écologiques)

OS 4 : formation, apprentissage et orientation

- Apprentissage (formation initiale) : soutien à l'ingénierie pédagogique de formations nouvelles en région en lien avec les secteurs porteurs d'emplois
- Orientation : information/promotion sur les métiers et les formations qui conduisent à ces métiers
- Actions de formation qualifiante
- Actions de formations en amont de la qualification

Programme opérationnel FEDER Interreg France-Suisse

Les priorités stratégiques sont les suivantes :

- Placer le territoire de coopération sur une trajectoire de neutralité carbone et de transition écologique
- Développer une économie plus innovante, plus compétitive, plus attractive d'un point de vue social, environnemental et technologique pour le territoire
- Faire émerger des mobilités plus durables et multimodales
- Soutenir les secteurs du tourisme et de la culture
- Réduire les obstacles à la frontière

ANNEXE 8 : Thématiques traitées par les volets interrégionaux des programmes opérationnels couvrant une partie du territoire régional (sous réserve de modifications)

Massif des Vosges

- Le soutien aux productions, produits et savoir-faire spécifiques et identitaires du Massif ainsi qu'à son offre touristique ;
- La mise en réseau des entreprises des filières spécifiques du massif en favorisant des projets communs mobilisateurs ;
- Le soutien aux métiers spécifiques de la montagne et du Massif (saisonnalité, pluriactivité, métiers du sport et des loisirs, du tourisme, de la valorisation économique et culturelle des patrimoines, de l'artisanat...) afin d'adapter, d'accroître et de rentabiliser leurs activités et d'améliorer leur attractivité (formations, marketing innovant, investissements spécifiques...) ;
- Le développement des services (dont numériques) répondant aux besoins des TPE et PME, des chefs d'entreprises, de leurs salariés ou de leurs clients, notamment par le biais de projets mutualisés, notamment dans une logique de vallée ou de bassin de clientèle (plateforme de co-working, maisons de services aux saisonniers...) ;
- L'amélioration et la diversification des équipements spécifiques des filières du Massif notamment artisanales et touristiques ;
- L'amélioration de la qualité d'accueil et des services offerts par les hébergements touristiques et sites accueillant des activités touristiques.

Massif central

- La structuration et l'animation des filières économiques spécifiques du Massif Central ;
- La gestion durable de l'eau, ou autres actions à destination d'autres risques liés au changement climatique ;
- La protection des écosystèmes spécifiques du Massif Central, services rendus par les écosystèmes ;
- La structuration, l'amélioration et l'animation de l'interconnexion interrégionale (mobilité), le développement des projets de mobilité, notamment portés par des acteurs locaux ;
- Tourisme : grandes itinérances pédestres et cyclables, diversification et développement des activités de pleine nature... ;
- L'amélioration de l'accès aux services publics (dont équipements), la revitalisation des commerces de proximité, l'accompagnement à la création d'activité (dont équipements), le soutien à une offre adaptée de logement (dont équipements), le renforcement de l'attractivité par la valorisation du patrimoine (dont équipements), projets de mobilité durable.

Loire

- L'accompagnement des territoires du bassin dans la connaissance, la sensibilisation, la préservation et la restauration de leurs patrimoines, notamment sur certains territoires remarquables (Val de Loire UNESCO, Val d'Allier, Vallée des peintres...);
- Le partage et la valorisation de la connaissance auprès de chaque communauté d'acteurs du bassin de la Loire (chercheurs, gestionnaires, élus, grand public, ...);
- Le soutien à la structuration de l'offre touristique (y compris la gouvernance et l'animation) autour de la Loire, de l'Allier et de leurs affluents, notamment en faveur du tourisme de proximité, le développement des itinérances douces;
- La préservation et la restauration des écosystèmes humides résilients, fonctionnels et diversifiés, et plus largement de la biodiversité remarquable déjà présente sur ces milieux;
- La mise en œuvre des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur les TRI (15 territoires sur le bassin de la Loire);
- L'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels aquatiques et humides et des espèces inféodées, et au bon état écologique des masses d'eau;
- Développer une connaissance à visée opérationnelle sur des thématiques nécessaires aux orientations stratégiques du Plan Loire.

Rhône-Saône

- La prévention des inondations afin de réduire la vulnérabilité pour les acteurs économiques (connaissance, outils de gestion, investissement face aux risques (ressuyage)...);
- La restauration et la préservation des milieux aquatiques (milieux humides), de leurs ressources et de leur biodiversité;
- Le renforcement du transport fluvial (compétitivité et transition énergétique).

Jura

- La poursuite du soutien pour des hébergements touristiques plus durables;
- L'accompagnement du territoire vers un développement toutes saisons.

ANNEXE 9 : Thématiques traitées par le programme opérationnel FEAMPA (sous réserve de modifications)

Priorité 1 : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques aquatiques

OS 1.1.1 : Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental

OS 1.1.2 : Installation et augmentation de jauge

OS 1.2 Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2

OS 1.3 : Promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche

OS 1.4 : Favoriser le contrôle efficace de la pêche ainsi que la fiabilité des données en vue d'une prise de décision fondée sur les connaissances

OS 1.5 : Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture produits dans les régions ultrapériphériques (PCS)

OS 1.6 : Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques

Priorité 2 : Encourager [...] les activités aquacoles durables ainsi que la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture

OS 2.1 : Promouvoir les activités aquacoles durables et économiquement viables

OS 2.2 : Développer des marchés compétitifs, transparents et stables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture, et transformer ces produits

Priorité 3 : Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement des communautés de pêche et d'aquaculture

OS 3.1 : Développer les communautés de pêche et d'aquaculture dans les zones côtières et intérieures et l'économie bleue, par l'intermédiaire du développement local mené par les acteurs locaux

Priorité 4 : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et les océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable

OS 4.1 : Renforcer la gestion durable des mers et des océans par la promotion des connaissances du milieu marin, de la surveillance maritime et/ou de la coopération concernant les fonctions de garde-côtes

ANNEXE 10 : Modèle de maquette financière (modèle susceptible d'évoluer au cours de la phase de conventionnement)

Modèle de maquette financière (modèle susceptible d'évoluer au cours de la phase de conventionnement)

<i>Orientation stratégique</i>	<i>Fiche-action (n°)</i>	<i>FEADER</i>	<i>Total de la dépense publique</i> (Feader + part nationale)
		€	€
<i>Thématique</i>	1	€	€
	2	€	€
<i>Thématique</i>	3	€	€
	4	€	€
Animation et fonctionnement	5	€	€
Coopération	6	€	€
TOTAL		€	€

ANNEXE 11 : Grille d'analyse des candidatures LEADER

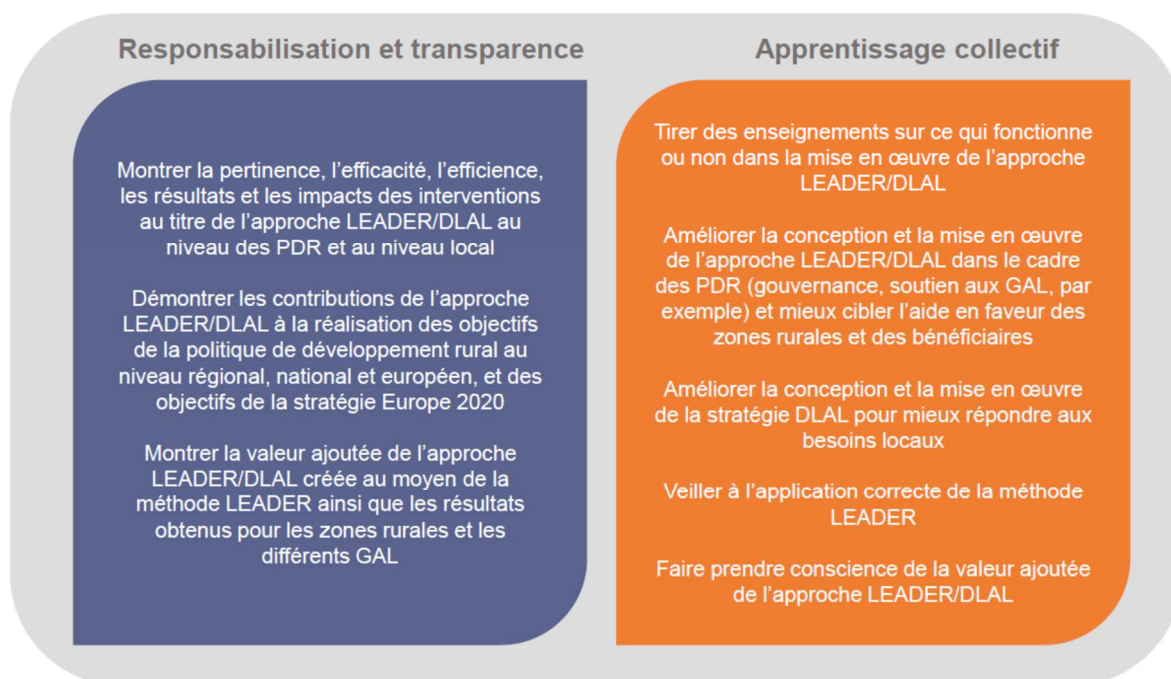
Critères de sélection	Note	
Stratégie et plan d'actions	25	
Cohérence des enjeux identifiés au regard des caractéristiques du territoire	10	
Pertinence de la stratégie au regard des enjeux identifiés dans le diagnostic	5	
Ciblage de la stratégie et plan d'actions resserré	7	
Caractère innovant et expérimental des actions proposées	3	
Gouvernance	15	
Qualité de la concertation mise en place lors de l'élaboration de la candidature	8	
Diversité des membres du comité et cohérence au regard de la stratégie ciblée choisie par le territoire	7	
Adéquation actions-moyens	25	
Cohérence des actions et des moyens humains proposés pour répondre aux objectifs	13	
Cohérence des actions et des moyens financiers proposés pour répondre aux objectifs	12	
Evaluation de la stratégie de développement locale	15	
Portée donnée au dispositif d'évaluation	15	
Expérience LEADER	20	
Ancienneté LEADER 2014-2022	20	
Total	100	

ANNEXE 12 : Evaluation LEADER

Ce document a été préparé à partir des « Lignes directrices Evaluation de l'approche LEADER » d'Août 2017. Ces lignes directrices ont été conçues pour la programmation 2014-2020. A l'heure actuelle, il n'existe pas encore de lignes directrices pour la programmation 2023-2027.

A. Finalité de l'évaluation LEADER

L'évaluation de l'approche LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale) aide les responsables politiques, les GAL (Groupe d'Action Locale) et les bénéficiaires à mieux utiliser leurs ressources lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins de la population locale. À cet égard, l'évaluation de l'approche LEADER revêt une fonction à la fois sommative (responsabilisation et transparence) et formative (apprentissage collectif).



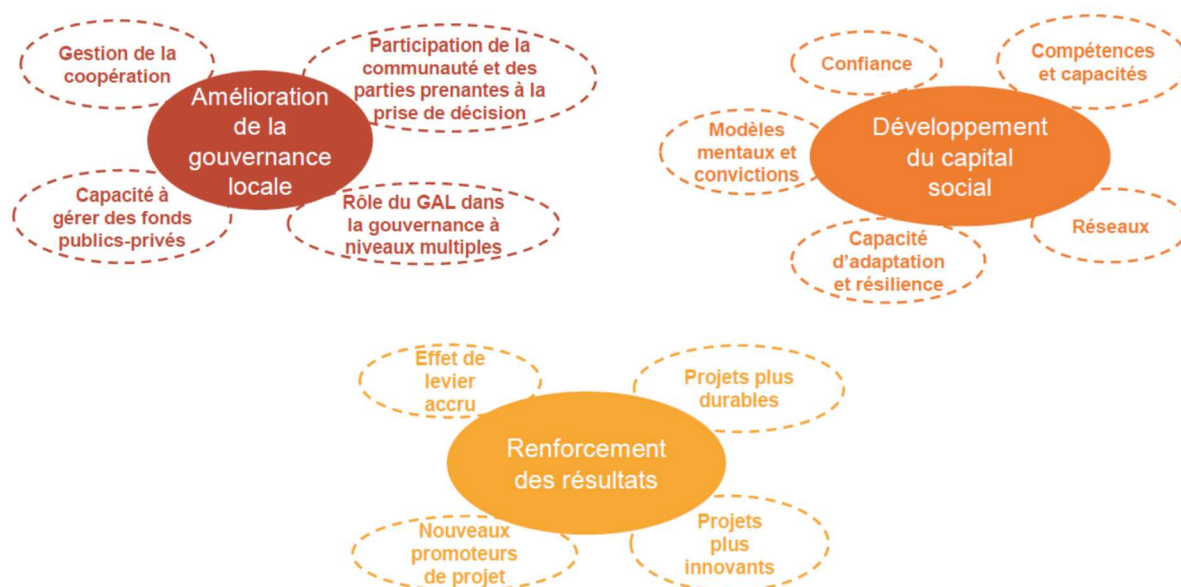
Source: Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural, 2017.

B. Que faut-il évaluer au niveau local

Les lignes directrices recommandent de réaliser au niveau local une évaluation centrée sur :

- a) les activités d'animation du GAL;
- b) la capacité du mécanisme de mise en œuvre de l'approche LEADER à garantir l'application de la méthode LEADER;
- c) la valeur ajoutée de l'approche LEADER : cette évaluation montre les effets positifs supplémentaires (développement du capital social, amélioration de la gouvernance locale,

renforcement des résultats) générés grâce à l'application de la méthode LEADER au travers des activités du GAL.



C. La logique d'intervention de la stratégie LEADER : un outil évolutif servant de base à l'exercice de suivi et évaluation

La logique d'intervention est construite dès la phase de conception de la stratégie LEADER. Sa cohérence et sa pertinence sont examinées pendant le processus de sélection du GAL. Dans sa stratégie LEADER, le GAL vise à instaurer dans le territoire du GAL un changement qui concerne également la population du GAL. Les interventions sont adaptées afin de répondre aux **besoins** les plus importants (tels que définis dans l'analyse AFOM (Atouts - Faiblesses - Opportunités – Menaces)). Elles sont au service des **objectifs locaux** et produisent des **résultats** et des **impacts** attendus, lesquels contribuent à la **valeur ajoutée** de l'approche LEADER au niveau local.

Des **indicateurs SMART** (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste, Temporel (défini dans le Temps)) doivent être définis. Pour chaque indicateur, sa situation de référence doit être indiquée, ainsi que la cible pour la fin de la programmation. En cours de programmation, différents jalons seront évalués.

Des changements peuvent se produire dans la zone relevant de la compétence du GAL ou dans l'élaboration de la politique, il est donc utile de régulièrement revoir la pertinence et la cohérence de la logique d'intervention. Le contrôle de la cohérence peut s'effectuer :

- en recourant à une analyse AFOM actualisée du territoire du GAL et en évaluant les besoins de ce dernier (pertinence). Les objectifs de la stratégie ainsi que les résultats et impacts attendus doivent refléter les besoins de la zone d'action du GAL.

- sur la base d'un examen visant à déterminer si les activités planifiées et les budgets prévus suffisent à produire les réalisations, les résultats et les impacts attendus. Les activités sont-elles susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie en fonction de leur hiérarchie (contrôle de la cohérence interne) ? Sont-elles en harmonie avec les objectifs de développement territorial fixés au niveau national/régional (contrôle de la cohérence externe) ? Les réalisations prévues sont-elles susceptibles de produire les résultats et les impacts attendus (cohérence verticale) ? Dans quelle mesure les objectifs émergents correspondent-ils aux objectifs stratégiques (cohérence horizontale) ?

Si des incohérences sont relevées, il convient de réexaminer la logique d'intervention en suivant les étapes suivantes:

- revoir la hiérarchie des objectifs ainsi que les réalisations et résultats attendus (c.-à-d. envisager d'éventuelles modifications) au regard de leur pertinence vis-à-vis des besoins et des potentiels recensés;
- adapter, compléter ou redéfinir les objectifs de même que les réalisations et résultats attendus si l'architecture présente des lacunes ou des ambiguïtés;
- contrôler la cohérence verticale et horizontale de la logique d'intervention adaptée de la stratégie LEADER par rapport aux besoins de la zone d'action du GAL et aux objectifs plus larges définis au niveau régional/national/européen.

Lors de l'évaluation de la stratégie, il est dès lors important d'examiner dans quelle mesure les objectifs de la stratégie locale ont été réalisés (efficacité) et à quels coûts les résultats/impacts ont été produits (efficience).

D. Comment évaluer au niveau local ?

Aperçu des différentes étapes

De nombreuses auto-évaluations conduites lors de la programmation 2014-2020 mettent en évidence l'importance de définir les stratégies et plans d'évaluation dès la conception des stratégies locales. Cela permet notamment de s'assurer que la collecte de données nécessaires aux évaluations soit pensée et conduite dès le début de la mise en œuvre, minimisant ainsi les défis potentiels liés à la disponibilité des données. Les activités de suivi et évaluation sont divisées en plusieurs étapes, accompagnant ainsi tout le cycle de vie du programme LEADER :

- Étape 1 : planification des activités d'évaluation au niveau du GAL (pourquoi mener des activités d'évaluation ? Comment organiser les activités d'évaluation (calendrier, ressources) ? Que faut-il évaluer ?) ;
- Étape 2 : préparation des activités d'évaluation au niveau du GAL (Quelles sont les questions d'évaluation à envisager au niveau du GAL ? Quelles sont les informations disponibles ?) ;
- Étapes 3 et 4 : structuration et réalisation de l'évaluation au niveau du GAL (Quelle approche/méthode utiliser ? Comment collecter des données ? Comment analyser les informations ? Comment juger les questions d'évaluation ?) ;
- Étape 5 : notification, diffusion et suivi de l'évaluation au niveau du GAL (À qui adresser les conclusions de l'évaluation, quand et sous quel format ? Quels rapports sont nécessaires ? Comment tirer parti du suivi des conclusions de l'évaluation ?).

Ce document se concentre sur la première étape, la planification, qui doit être prise en compte dès la définition de la stratégie LEADER.

Étape 1 : planification des activités d'évaluation au niveau du GAL

Fournir une description des mécanismes de suivi et d'évaluation

Conformément au cadre juridique de la programmation, la **description des mécanismes de suivi et d'évaluation** prévus dans la stratégie LEADER est une tâche obligatoire pour tous les GAL. La description doit de préférence spécifier le type d'activités d'évaluation que choisira le GAL aux fins de l'appréciation de la stratégie LEADER. En outre, elle doit donner des précisions sur la finalité des activités d'évaluation, les mécanismes de coordination spécifiques et les responsabilités des acteurs concernés. Les activités et sujets particuliers de l'évaluation peuvent être décrits. Il y a lieu d'inclure les dispositions visant à garantir que les données nécessaires seront disponibles au bon moment. Un calendrier couvrant le processus d'(auto)évaluation peut faciliter la coordination de toutes les activités. Des mécanismes régissant le renforcement des capacités ainsi que le suivi et la communication des résultats de l'évaluation peuvent également s'avérer utiles.

Il est recommandé de décrire les mécanismes de suivi et d'évaluation sous la forme d'un plan d'évaluation dans le cadre de la stratégie LEADER.

Décider des mécanismes spécifiques régissant les activités d'évaluation au niveau local

Les activités d'évaluation au niveau local peuvent prendre la forme d'une évaluation ou d'une autoévaluation.

Décrire la finalité et les objectifs de l'(auto)évaluation

Il est important que les GAL clarifient pour eux-mêmes **la raison pour laquelle** ils mènent des activités d'évaluation (la finalité). Les GAL peuvent viser à renforcer la transparence et la responsabilité des activités effectuées, à démontrer les réalisations et les résultats obtenus, ou à stimuler l'apprentissage sur la manière d'améliorer la conception et la mise en œuvre des futures activités des GAL.

Convenir de l'organisation et de la coordination des activités d'(auto)évaluation

Dans la **description des mécanismes de suivi et d'évaluation**, les GAL donneront des précisions sur la manière dont les activités de suivi et d'évaluation seront organisées et coordonnées. La **structure de gouvernance** des GAL peut, par exemple, prévoir la désignation d'un responsable du suivi et de l'évaluation, la création d'un comité de suivi du GAL ou d'un groupe de travail chargé de l'autoévaluation du GAL.

Planifier les sujets et les activités d'(auto)évaluation

Les sujets d'évaluation constituent la base de la formulation des questions d'évaluation spécifiques du GAL.

Des sujets spécifiques pour les activités d'évaluation peuvent être recensés par les GAL:

- évaluation des réalisations découlant de la stratégie LEADER (résultats et impacts de la stratégie ainsi que leur efficacité et leur efficience dans l'accomplissement des objectifs de la stratégie);
- évaluation de la valeur ajoutée découlant du mécanisme de mise en œuvre et des activités d'animation;
- évaluation d'autres sujets retenus par les GAL (tels que la qualité des partenariats locaux, l'efficience de la gestion, la mise en place de projets/d'initiatives clés spécifiques, ou encore l'identité locale).

Des **sujets communs d'(auto)évaluation** pourraient être également élaborés par un groupement de GAL. Cette pratique est particulièrement utile si plusieurs GAL collaborent pour mettre en œuvre des projets de coopération ou créent des réseaux sur des thèmes spécifiques.

Les **activités de suivi et d'évaluation** peuvent être décrites en une suite d'étapes - préparation, structuration et réalisation des activités d'évaluation, notification, diffusion et suivi des constatations de l'évaluation. Il y a lieu pour les GAL de décrire de quelle manière ces activités seront organisées, exécutées et soutenues.

Veiller à la disponibilité des données et des informations nécessaires pour l'(auto)évaluation

Les mécanismes de suivi des GAL doivent faire en sorte que toutes les données et informations requises soient disponibles pour la réalisation des activités d'évaluation définies. Cela comprend l'accès à la base de données sur les opérations du PSN ainsi que la collecte d'informations quantitatives et qualitatives supplémentaires pour les indicateurs spécifiques du GAL. **Afin de s'assurer de la disponibilité des données, il est important de définir quand, à quelle fréquence et par qui les données seront collectées.**

Mobiliser les capacités nécessaires en vue des activités d'évaluation au niveau local

Il y a lieu d'organiser et de mettre en place **des formations à l'intention des différents acteurs associés aux activités d'évaluation de l'approche LEADER** au niveau local (par exemple, le comité de suivi du GAL, le groupe de pilotage du GAL, le personnel de gestion du GAL, les membres du conseil).

Décider du calendrier de l'(auto)évaluation

Il est essentiel que les GAL planifient le calendrier de toutes les étapes prévues pour les activités de suivi et d'évaluation, de préférence parallèlement aux échéances fixées pour le suivi et l'évaluation du PSN.

Planifier la communication et le suivi des activités d'évaluation

Les constatations des activités d'évaluation devraient être partagées avec le public cible tant au sein du territoire du GAL (membres du GAL et population) qu'en dehors (autorité de gestion régionale, Réseau PAC, autres GAL). Par exemple, un rapport sous différents formats pourrait être élaboré à l'intention des différents publics cibles. Alors que le rapport destiné à l'autorité de gestion régionale peut être un document plus complet, la communication des constatations aux membres du GAL et à un public plus large peut s'effectuer dans un format plus convivial (par exemple, une présentation, une brochure, des pages web ou des vidéos).

L'aide à la planification et à la communication des résultats de l'évaluation est essentielle. Le plan de communication relatif aux évaluations détermine généralement les publics cibles visés par les activités de communication et définit ce qui doit être communiqué, à qui et à quel stade.

Décrire les ressources planifiées pour les activités d'évaluation

Il convient pour les GAL d'inclure le financement des activités de suivi et d'évaluation dans les frais de fonctionnement. Compte tenu du fait que les ressources seront limitées, il est nécessaire de les planifier avec soin.